



Baromètre Citoyen Numéro 06 du 30/09/2025

Pendant que les négociations piétinent à Doha et à Washington, au Sud et Nord-Kivu la guerre fait rage. Il est noté une reprise généralisée des hostilités sur toutes les lignes de front, aggravant la situation humanitaire de la population.

Trois mois après, rien de concret n'a été obtenu...

Le 27 juin – 27 septembre 2025, cela fait exactement trois mois depuis qu'intervenait à Washington aux États-Unis la signature de l'accord de paix entre le Rwanda et la République Démocratique du Congo. Ce soir-là, à la maison blanche, on avait mis les petits dans les gros plats. Les cérémoniales étaient au rendez-vous. Le Président Donald Trump en personne est intervenue en recevant les deux ministres des affaires étrangères de la RDC et du Rwanda qui venaient de signer cet accord inédit.

Et en République Démocratique du Congo comme dans toute la sous-région l'espoir était permis et le rêve de voir enfin la sous-région renouer avec la paix, gage de son développement se rapprochait de la réalité.

Mais, hélas, trois mois après, ces espoirs se consomment à grand feu. Trois mois après, la rencontre tant attendue entre les deux Chefs d'États et annoncée par Donald Trump en personne n'a jamais eu lieu et elle ne serait même pas au rendez-vous dans les prochaines semaines.

Et au même moment, au Qatar, dans l'autre processus dit de Doha, c'est aussi l'enlisement total. Les négociations entre le Gouvernement de la RDC et la rébellion de l'AFC-M23 torpillent et ont du mal à avancer en dépit de la signature le 19 juillet dernier de la déclaration de principes entre les deux camps.

Déception, désespoir et c'est l'image du Président Trump qui en pâtit...

Dans l'opinion publique congolaise, particulièrement au sein des communautés locales des régions affectées par la guerre au Nord et au Sud-Kivu, c'est la déception totale et le scepticisme qui ont élu domicile.

Les gens se disent déçus et n'attendent plus grand-chose de ces deux processus : *“On nous a encore une fois vendu du vent. Le miracle qu'on attendait de Washington et de Doha n'aura plus lieu. Nous pensions qu'avec le Président Trump cette guerre appartiendrait au passé, mais nous constatons que lui aussi est en train d'échouer”* se lamente un acteur de la société civile de Bukavu tout déçu et inquiet de la tournure que prend la situation actuellement sur le terrain des affrontements.

C'est ce sentiment de déception et de désespoir qui se remarquent actuellement sur les visages de tous les congolais de l'Est durement frappés par ces guerres à répétition.

Échec cuisant de la diplomatie congolaise...

Alors que dans tous les médias il était fait échos de prouesses et de grandes victoires diplomatiques de la RDC, l'opinion constante que sur le terrain il y a aucun impact positif de ces succès dont les tapages médiatiques ont battu tous les records.

“Comment comprendre que le Président de la République fasse près d'une semaine à Washington et qu'il rentre sans même être reçu par son homologue américain”, se questionne

un communicateur proche du régime de Kinshasa, avant d'inviter le Président de la République à changer ses équipes pour inefficacité et absence de résultats.

On n'a pas su mettre à contribution le succès diplomatique de l'adoption à l'unanimité par le Conseil de Sécurité des Nations Unies de la Résolution 2773 qui était une bonne panacée en reconnaissant en des termes clairs le rôle et la responsabilité du Rwanda et exigeant le retrait de ses troupes sans aucune condition. Mais, au lieu de continuer à appuyer sur ce levier afin d'obtenir des mesures d'application susceptibles de rendre effective la Résolution, la partie congolaise s'est encore embourbée et aujourd'hui aucun résultat satisfaisant n'a été obtenu.

Pour sa part, le Consortium Pamoja kwa Amani note aussi avec inquiétude que les équipes de la RDC chargées de négocier avec le Rwanda et l'AFC-M23 sont majoritairement constituées de personnes ne maîtrisant pas les méandres et contours du conflit à l'Est de la RDC. Pendant que le Rwanda envoie de délégués aguerris et maîtrisant parfaitement la question, du côté de notre Gouvernement c'est le clientélisme et la recherche de dividendes pécuniaires (frais de mission faramineux, hôtels 5 étoiles, ambiance à gogo...) qui dictent le choix de nos émissaires. Et conséquence logique, le pays s'embourbe dans des engagements impensables dont il aura du mal à honorer ; c'était notamment le cas avec la reconnaissance de l'existence des FDLR et de l'engagement pris de les neutraliser avant que le Rwanda procède au démantèlement de ses mesures défensives.

Erreur monumentale ayant donné des arguments solides au Rwanda et ayant même lavé ce pays de toute responsabilité comme pays agresseur.

Pamoja kwa Amani estime qu'il est temps de prendre les choses au sérieux en mettant de côté le clientélisme et la fratrie dans des questions aussi cruciales comme celles-ci, des questions qui engagent toute la Nation : soyons sérieux si nous voulons que le monde nous respecte et accède à nos combats/revendications.

Et sur terrain c'est la guerre totale...

Les affrontements font actuellement rage sur toutes les lignes de front tant au Nord-Kivu dans les territoires de Walikale, Masisi et Lubero qu'au Sud-Kivu dans les territoires de Walungu, Mwenga et Uvira. Le fragile cessez-le-feu s'est totalement envolé et les deux camps rivalisent d'ardeur pour maintenir leurs espaces et pour en conquérir davantage. Et tous les moyens sont mis en jeu : artillerie lourde, aviation et drones militaires, des véhicules blindés, ...

Chacun de deux camps se renforcent aussi en hommes de troupes. On l'a vu avec l'AFC-M23 qui a organisé des fastidieuses cérémonies pour la clôture de formation de plus de 4000 hommes essentiellement issus des rangs des FARDC et de la Police nationale congolaise qui s'étaient rendus pour certains et captures pour d'autres.

Et comme une repose du berger à la bergère, les Forces armées de la République Démocratique du Congo ont aussi très rapidement réagi en brandissant sa toute nouvelle brigade dénommée "TIGRE" qui venait aussi de finir sa formation et prête pour le déploiement sur le champ de bataille. Les deux camps se renforcent donc du jour au lendemain tant en hommes qu'en armement, ce qui présage que l'on est très loin de la paix.

La Chute de Nzibira, un tournant inquiétant de la guerre...

Le dimanche 21 septembre la rébellion de l'AFC-M23 s'est emparé de la cite de Nzibira en Territoire de Walungu dans la Province du Sud-Kivu après d'intenses combats entre les deux camps. Nzibira est un verrou hautement stratégique, un carrefour économique et militaire crucial, situé au cœur d'une zone riche en cassitérite et en or. Sa perte compromet les efforts de sécurisation de la région et offre au M23 un nouveau bastion d'où étendre son influence vers de nouvelles provinces notamment le Maniema et voire le grand Kasaï. A partir de Nzibira, ils peuvent atteindre le Maniema en passant par Shabunda et Mwenga et de Kasongo au

Maniema atteindre le Kasaï en passant par Lubao, Mweneditu, comme c'était le cas avec les troupes de l'AFDL qui ont utilisé cette voie pour s'emparer du grand Kasaï jusqu'à atteindre Kinshasa par la route. Les analystes estiment que la perte de Nzibira pourrait déclencher une dynamique de progression éclair, menaçant l'équilibre national.

La chute de Nzibira est un véritable revers pour l'armée gouvernementale qui avait déployé suffisamment de forces et moyens pour ne pas permettre aux rebelles d'étendre leur influence sur d'autres territoires du Sud-Kivu. Sa perte est donc un coup dur qui risquerait de tout chambarder.

Ainsi avec cette conquête et ses intentions de conquérir Mwenga et Shabunda, deux territoires extrêmement riches en minerais, les rebelles se cherchent de nouvelles sources de revenus pour financer leur guerre et asseoir leur administration parallèle.

Et pendant ce temps, les civils sont pris entre les deux feux et obligés de fuir en abandonnant tout derrière eux. La reprise des hostilités vient donc accroître la crise humanitaire déjà galopante dans les provinces du Nord et Sud-Kivu. Les populations civiles, dont les femmes, les vieillards et les personnes vivant avec handicap se retrouvent dans l'errance à la merci de toutes les intempéries et sans aucune assistance humanitaire.

Le rétrécissement de l'espace civique et les violations des droits humains se portent à merveille dans les zones sous contrôle de l'AFC-M23

Les rues de Goma et de Bukavu sont désormais désertes chaque samedi de 8h00 à 11h00. Aucune circulation n'est possible. Les autorités rebelles durcissent le ton pour ce qu'ils appellent "salongo" (travaux communautaires) pour assainir la ville disent-ils. Dans un message audio devenu viral sur les réseaux sociaux, on entend le Gouverneur AFC-M3 du Sud-Kivu, M. Patrick BUSU BWA NGWI donner des instructions fermes aux cadres de base de la ville de Bukavu interdisant toute circulation des personnes pendant les heures de salongo et que toute personne qui serait attrapée serait mise dans des camions mobilisés à cet effet et conduites aux cachots de leur service de renseignement (DSR) pour y "subir une correction/éducation morale" ; et dans le jargon de la rébellion donner une morale veut tout simplement dire être soumis à des bastonnades, tortures et autres traitements inhumains et dégradants.

Des cas d'innombrables arrestations sommaires et détentions dans des cachots d'infortune sont aussi quotidiennement rapportés à Pamoja kwa Amani, notamment à Bukavu et Goma. Pour des questions diverses, des gens sont arrêtés, emprisonnés et soumis à de graves tortures. Et il y en a qui sont froidement abattus et dont les familles ne verront jamais les corps. Des disparitions forcées et des recrutements forcés sont aussi signalés. Et avec cette reprise généralisée de la guerre, nous avons de sérieuses inquiétudes et craintes justifiées sur le risque d'accroissement du taux de recrutement forcé des jeunes au sein de différents groupes armés.

Pour ce qui est du rétrécissement de l'espace civique, il est à noter avec inquiétude les dernières mesures annoncées par les autorités provinciales du Sud-Kivu faisant désormais obligation à toutes les organisations locales, nationales et internationales de conformer leurs interventions au plan de gouvernance de l'AFC-M23. En outre les organisations sont désormais soumises à une obligation d'obtenir au préalable une autorisation claire de la rébellion avant de poser n'importe quel acte dans les zones contrôlées par l'AFC-M23. Elles doivent aussi obligatoirement présenter les rapports narratifs et financiers de toutes leurs activités. Bref, une véritable tutelle sur les organisations de la société civile et même des organisations humanitaires. Par ces mesures, les autorités de l'AFC-M23 mettent en danger la vie et la sécurité de nombreux acteurs humanitaires appelés, pourtant à intervenir pour soulager tant soit peu la souffrance de la population durement frappée par la guerre et crise humanitaire qui s'en suit.

En outre, les médias, déjà fortement touchés par la situation de guerre, sont sommés à payer de nouvelles taxes, à défaut de quoi il leur est brandi la menace de leur fermeture pure et simple. Dans un contexte économique délétère où les médias ont du mal à fonctionner faute d'annonceurs et autres partenaires techniques financiers, les soumettre à de forte taxation équivaldrait à réduire au silence les médias, ces derniers étant pourtant indispensables pour donner l'information, la bonne, à la population qui face aux manipulations et intox de réseaux sociaux a le droit d'avoir accès à une bonne information.

Pendant ce temps la rébellion poursuit avec son programme de relance de l'appareil judiciaire. Ainsi, il a été organisé à Goma en date du 14 septembre le test de recrutement de nouveaux magistrats devant animer les Cours et Tribunaux dans la zone sous administration du M23.

Dans son baromètre numéro 04 du 01 septembre 2025 (<https://pamojakwaamani.org/barometre-citoyen-numero-04-2025-du-01-09-2025-la-justice-et-les-droits-fondamentaux-des-citoyens-du-nord-kivu-et-sud-kivu-serieusement-en-danger/>)

Pamoja kwa Amani avait déjà alerte sur cette situation qui expose grandement les citoyens au risque d'une justice barbare et au bout des fusils. Le Conseil Supérieur de la Magistrature avait aussi protesté contre cette démarche qui enfreint nettement à la souveraineté nationale de la RD Congo.

Aux dernières nouvelles, la commission chargée de ce dossier au sein de l'AFC-M23 va procéder dans les heures qui suivent à la publication des résultats de ce concours.

Et de son côté, le Gouvernement congolais par le biais du Ministre de la Justice et Garde des Sceaux a déjà annoncé la signature d'une ordonnance portant annulation de toutes les décisions judiciaires prises par les dirigeants de l'AFC/M23.

La Nébuleuse "Wazalendo"

Pour faire face à l'avancée des rebelles soutenus par le Rwanda, le Gouvernement de la RDC a fait recours aux milices d'autodéfense locales dites "wazalendo" (des patriotes). Et dès lors il s'observe une prolifération inquiétante de factions de Wazalendo. On en dénombre actuellement plusieurs dizaines de factions de wazalendo éparpillés un peu partout dans les territoires du Nord-Kivu, Sud-Kivu et au Maniema. Chacun de ces groupes a en son sein plusieurs généraux autoproclamés, plus de 60 généraux pour des groupes hétérogènes et sans aucune discipline.

Pour essayer de mettre un peu de l'ordre, le Gouvernement de la République tente de canaliser toutes ces factions dans ce qui est appelée la Réservée Armée pour la Défense de la Patrie, la RAD. Au Sud-Kivu, notamment à Uvira une mission de ce service était déployée sur terrain afin de procéder au recensement de ces groupes et à l'identification de leurs membres. Mais, la mission s'est arrêtée par manque de moyens, a-t-on appris.

Face à une nébuleuse mal organisée et échappant de plus en plus au contrôle de la hiérarchie militaire, les violations des droits de l'Homme se multiplient par les éléments dits "wazalendo".

Ils érigent des barrières dans tous les territoires où ils sont présents et se livrent à de rançonnements de la paisible population qui est appelée à payer diverses sommes d'argent pour passer aux différentes barrières.

Le contrôle et la gestion de l'argent rançonné à ces différentes barrières étaient même à la base de violents affrontements à Mwenga centre le 17,18 et 19 septembre dernier entre deux factions de Wazalendo, l'une du groupe Nakiliba et l'autre du groupe Malaika. Ces affrontements ont fait des victimes non seulement dans les rangs de ces wazalendo, mais aussi au sein de la pauvre population.

En plus de ces tracasseries déplorées aux différentes barrières érigées par les wazalendo, il est aussi fait régulièrement état d'actes barbares de torture dont sont victimes les habitants. Ces

wazalendo n'hésitent pas de fouetter les gens, y compris les femmes, sans aucun respect dû à la dignité humaine.

Les droits des enfants, notamment celui à l'éducation se retrouvent aussi sérieusement menacés dans certaines entités où certains éléments égarés de Wazalendo s'attaquent violemment aux élèves et enseignants allant jusqu'à chasser violemment les élèves, y compris de trop petits de moins de 10 ans et en ordonnant aux parents de ne plus envoyer leurs enfants à l'école. Ces comportements violent les droits des enfants et les expose à de graves traumatismes psychologiques.

Pamoja kwa Amani condamne fermement ces actes barbares et invite les différentes factions de Wazalendo à bien contrôler leurs hommes. Il est aussi recommandé au Gouvernement de la République et la haute hiérarchie militaire de faire de cette nébuleuse une priorité absolue faute de quoi le "wazalendo" serait une pire catastrophe qui ne saurait pas être maîtrisée et plongerait le pays dans une situation plus difficile que maintenant. Il est donc temps de bien voir les choses avant que la situation n'échappe totalement à tout contrôle.

Les nouvelles de Pamoja kwa Amani et ses Partenaires

- Depuis le 16 septembre 2025 Pamoja kwa Amani est officiellement membre de **International Peace Bureau (IPB)** qui est une organisation internationale œuvrant pour la paix à travers le monde (<https://ipb.org/members/consortium-pamoja-kwa-amani-ensemble-pour-la-paix/>).

Avec cette adhésion Pamoja kwa Amani espère faire entendre au plus loin les perceptions et attentes légitimes des communautés locales de l'Est de la RDC s'agissant de la Paix, une paix inclusive et durable qui est très attendue par elles.

- Début depuis ce 30 septembre de la phase de rencontres de plaidoyer entre les décideurs américains et la société civile congolaise représentée par une forte Cohorte de Plaidoyer mise en place par l'Organisation américaine PAEMA.

Après trois mois de formation sur le plaidoyer américain et sur le fonctionnement de l'Administration américaine, les six membres de la Cohorte ont entamé la dernière ligne droite qui est celle de rencontrer les décideurs américains afin de faire entendre la voix des communautés congolaises en lien avec les différents processus de Paix actuellement en cours. Précisons que deux animateurs de Pamoja kwa Amani, à savoir M. Jean Chrysostome Kijana et Mme Néné Bintu, respectivement Modérateur et Modératrice adjointe de PKA font partie de la Cohorte de PAEMA et participent activement au programme en cours.

- Pamoja kwa Amani a aussi rencontré une délégation de l'organisation belge 11.11.11 pour passer en revue la situation à l'Est de la RD Congo et voir aussi les possibilités de collaboration entre les deux organisations.
- Pamoja kwa Amani vient de sceller un partenariat avec la Coalition burundaise pour la Paix, COPA Burundi, une grande plateforme de la société civile burundaise drainant derrière elle une riche expérience dans le domaine de la paix au Burundi et dans les Grands Lacs.

Et dans le cadre de ce partenariat, il est projeté plusieurs activités dont la première sera une conférence devant réunir les acteurs de la société civile de la sous-région des grands lacs provenant du Rwanda, Burundi et de la RDC afin de faire une analyse contextuelle des conflits dans la sous-région et élaborer une feuille de route de plaidoyer à mener en commun auprès des décideurs politiques de la sous-région en vue d'une paix durable et inclusive dans nos trois pays. Nous y reviendrons avec force et détails dans nos prochains numéros.

Produit et réalisé par le Consortium Pamoja kwa Amani, C-PKA, le Baromètre citoyen sur la paix et la sécurité en RD Congo se veut un outil important dans la recherche et la construction de la paix en RDC. Comme ce Coq qui crie chaque matin dans nos villages, le Baromètre citoyen de PKA se veut un "lanceur d'alerte" qui tient à dire tout haut ce qui se passe sur le terrain et qui constituerait : des menaces et atteintes à la paix et à la sécurité ainsi que de graves violations des droits de l'Homme. Il se veut aussi un moyen de plaider et d'information avec un large éventail de destinataires tant du niveau local, national et international. Le Consortium Pamoja kwa Amani est un vaste regroupement d'une vingtaine d'organisations de la société civile du Nord et Sud-Kivu œuvrant pour la paix, la justice, le redressement communautaire et le vivre-ensemble¹.

Grace au réseau communautaire de ses organisations membres, PKA veut faire de son Baromètre Citoyen un outil de monitoring de violation des droits de l'homme et de toutes les menaces à la paix et à la sécurité. Pour mieux accomplir cette mission Pamoja kwa Amani lance un appel à soutien de son Baromètre Citoyen a toute organisation intéressée par cette approche. Merci de nous contacter par mail : pamojakwaamanioscrdc@gmail.com

Ensemble construisons la paix !

Pamoja Tujenge Amani !

Together, let's build peace

Contact Presse:

www.pamojakwaamani.org / pamojakwaamanioscrdc@gmail.com

+243998893542 / +243 859170689/+243970887677 /+243824220495

¹ **Organisations membres du C-PKA** : Action Kesho Congo, Action pour le Bien-être de la femme et de l'enfant au Congo, ABFEC – Action Congo asbl ; Action Solidaire pour le Développement Endogène et la Paix, ASODEP ; Amani na Tumaini Kwetu, ATK, asbl, Association des Femmes des Médias, AFEM ; Célébrons le Courage de la Femme, CCF ; Collectif des Organisations des Jeunes Solidaires du Congo Kinshasa, COJESKI ; Collectif Simama Congo, COSIC ; Collectif 2250 (regroupement d'organisations des jeunes) ; Congo Handicap, CH ; Initiative pour l'Avenir Meilleur, INAM asbl (Association de promotion et la défense des droits des Personnes en situation de handicap) ; La prunelle RDC ; Mama Radio Fm; Nouvelle Dynamique de la Société Civile, NDSCI ; Radio Maendeleo ; Réseau des Associations Congolaises des Jeunes, RACON ; Sante, Environnement et Bien-être pour Tous, SEBE-T ; Société Civile Forces Vives – Bureau de Coordination du Sud-Kivu, BCSC – FV ; Solidarité pour la Promotion des Femmes et Familles Indigentes, SOPFFI ; Solidarité pour le Développement et l'émergence des Communautés Pacifiques, SODECOP ; Solidarity of Women for integral development, SWID.